

BOURSE & FINANCES

Entretien : Le micro-crédit à l'épreuve du surendettement

- * **40% des bénéficiaires ont plus d'un crédit en cours.**
- * **Depuis 2008, on a commencé à percevoir des signes d'essoufflement au niveau de la production.**
- * **Mohamed Maarouf, Directeur général de Planet Finance, reste optimiste quant aux capacités des institutions de micro-crédit à assainir leur portefeuille à risque.**



w Finances News Hebdo : La croissance des associations au cours de cette année 2009 reste impactée par la crise de recouvrement. Pourquoi, à votre avis ?

w Mohamed Maarouf : Statistiquement, on voit que l'évolution du secteur a été au ralenti. Cela s'explique par une petite crise de croissance mais qui est, à mon avis, salutaire pour le secteur. Le micro-crédit au Maroc a joué un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière en devenant la seule solution de financement des activités génératrices de revenus et gérant actuellement à peu près 1,4 million de prêts en cours, correspondant à un encours de 6 milliards de DH.

Il faut bien noter que la microfinance au Maroc représente, dans le Monde arabe, 40% des micro-crédits en cours et 46% des capitaux en cours. Donc, il ne faut pas que cette crise nous fasse oublier notre position de leader ni le fait que les AMC marocaines fonctionnent en majorité selon les bonnes pratiques reconnues par l'industrie. Néanmoins, cette crise devait arriver, car nous avons un secteur qui a vu le jour depuis presque 13 ans et qui, après une décennie, est aujourd'hui à la croisée des chemins. Il est donc opportun de revoir les méthodes et les organisations de départ pour les mettre en phase avec les nouvelles exigences du marché. C'est pour ces raisons que depuis un an, nous avons commencé à percevoir des signes d'essoufflement au niveau de la production, et particulièrement la montée du taux de non remboursement, qui est passé de 2% à 5%, ce qui représente à peu près 400 millions de DH !

w F. N. H. : Est-ce que la croissance voulue par les associations de micro-crédit a une part de responsabilité dans la montée des impayés ?

w M. M. : Je ne pense pas qu'on puisse reprocher à un secteur qui veut lutter contre la pauvreté d'avoir une croissance rapide. La croissance est le corollaire d'une volonté de servir plus les populations les plus vulnérables et des micro-entrepreneurs ; elle est aussi une manière de répondre aux besoins pressants de 5 millions de personnes qui auraient besoin de micro-crédit au Maroc et dont on ne sert qu'1,4 million.

Dans l'absolu, cette croissance est souhaitable. Les vraies questions concernent plutôt les actions accompagnatrices, notamment les capacités institutionnelles, la vision stratégique ainsi que la mise en place de garde-fous nécessaires en phase de croissance tels que la centrale de risque qui sert à protéger d'abord les micro-entrepreneurs et qui rassure l'AMC dans sa croissance. Le dernier chiffre connu indique que 40% des personnes qui ont accès au micro-crédit ont un endettement croisé, ce qui est énorme ! Dans le passé, cet endettement croisé ne provoquait pas obligatoirement un surendettement parce que le prêt moyen était bas (2.000 DH). Mais ces trois dernières années, le prêt moyen a été multiplié par trois pour atteindre 6.000 DH, ce qui a permis la montée du phénomène de surendettement.

D'autre part, les agents de crédit avaient des objectifs de plus en plus ambitieux et devaient gérer des portefeuilles plus importants, ce qui les place sous pression et les oblige parfois à être «moins regardants» pour l'analyse des dossiers de prêts et dans le suivi de l'utilisation des prêts.

w F. N. H. : Qu'est -ce qui a été fait depuis ?

w M. M. : Je ne suis pas bien placé pour répondre à cette question, mais je pense que le secteur et le ministère des Finances sont dans la dernière phase de mise en place d'une centrale des risques ; d'autre part, un système de provisionnement des créances douteuses a été proposé. Et enfin, je pense qu'au sein du secteur, il y a de bonnes questions qui sont posées par rapport au système de suivi, d'expansion et de transformation.

Je pense que le grand défi de cette phase intermédiaire pour les AMC, qui ont l'habitude de gérer une croissance à 2 chiffres, est de pouvoir gérer la décroissance. Ce qui pourrait être pénible pour certaines.